

POUR UN SYNDICALISME DE LUTTE AU SNESUP (PSL)

MOTION D'ORIENTATION 2021

Mis en demeure de lutter !

La crise engendrée par la pandémie de COVID 19, son cortège d'interdictions plus ou moins fondées, portent gravement atteinte aux conditions d'exercice de nos métiers et de nos missions de service public. Entre continuité pédagogique décrétée et rupture professionnelle subie, la gestion « monodistancielle » de cette crise inédite paralyse nos universités, portant atteinte au lien social, et génère chez tous les personnels et usagers de l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR) une souffrance face à laquelle les pouvoirs publics montrent leur impuissance.

Dans ce contexte inédit de crise sanitaire mondiale, l'année 2021, celle de notre congrès d'orientation, se heurte encore et encore aux réformes cyniques généralisant la précarité et détruisant nos statuts. Dans le déni des nombreuses tribunes, motions et mobilisations de ses acteurs, l'ESR continue à être systématiquement détricoté.

Depuis sa création, PSL dénonce avec force et vigueur la politique ultra-libérale des gouvernements successifs de droite comme de gauche. En même temps, il met en garde la direction du Snesup de n'afficher aucune complaisance face à la politique destructrice poursuivie par les fossoyeurs du programme du Conseil National de la Résistance. L'université des libertés devient l'université des entreprises et du management privé, celle des banques et de leurs affidés, les politiciens.

La position de PSL est claire. Nous voulons stopper ce saccage et rebâtir collectivement une université adaptée aux enjeux de notre époque : libre, démocratique, émancipatrice et non inféodée aux caprices du libéralisme !

Car en effet, de manière inexorable depuis 2007, la LOLF, architecture comptable organisée par la performance pilote l'autonomie financière de l'ESR. Les universités deviennent le domaine de l'utilitarisme, du rendement et de la valeur ajoutée. **Quoi qu'il en coûte**, nos « décideurs » s'obstinent sans vergogne à passer en force leurs réformes iniques qui bafouent nos valeurs, entravent nos libertés et pillent nos biens communs. Tout ceci, dans une illusion de communication, une mascarade de concertation, à l'image du « grand débat national » mis en place pendant le mouvement historique des gilets jaunes ou encore de la « convention citoyenne pour le climat » pour parvenir désespérément et « *dans un esprit de justice sociale* » à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Le continuum des réformes programmées de la recherche et de la formation universitaires (2007 – LRU ; 2013 – COMUE ; 2016 – sélection en master ; 2020 – LPPR) démantèle l'ESR.

Les lois d'orientation de 2005 et de 2013 restent les mêmes piliers d'un processus de déréglementation visant à faire des jeunes une main-d'œuvre vouée à la précarité et à la flexibilité.

Dans ce contexte délétère, et dans la même logique destructrice, la formation des enseignants et des CPE continue de se dégrader. La mise sous tutelle des INSPE par le ministère de l'éducation nationale et leur transformation en structures dévastées, formatées, régressives et anti démocratiques conduit à créer les conditions d'émergence d'une nouvelle « réforme » qui avilit les contenus d'une formation professionnelle inféodée aux exigences d'un concours visant à recruter des fonctionnaires formatés aux ordres. Cerise sur le gâteau, cette énième réforme de la FDE précarise les étudiant-es en formation professionnelle et retarde d'un an l'obtention du statut de fonctionnaire (équivalent à Bac +6!). De fait, elle diminue l'attractivité du métier d'enseignant contrairement à ce qu'elle prétend viser.

Déjà exsangue, l'ESR détient aujourd'hui une place d'honneur dans le dernier rapport de la Cour des comptes du 22 septembre 2019 qui « *s'interroge sur les moyens de préserver la flexibilité propre au régime des personnels contractuels* ». En même temps, dans son mensuel de novembre 2020, notre syndicat « *s'inquiète* » d'une gestion de l'emploi qui remplace les titulaires par des précaires à 30 % des effectifs de l'université.

Peut-on considérer « *l'inquiétude* » comme levier d'action crédible face aux pratiques d'austérité et aux réformes budgétaires comptables qui nous submergent dans la mouvance d'une contractualisation généralisée, étouffante et destructrice ?

La mise au pas de l'institution universitaire est toujours en marche funèbre dans le cadre méprisant d'un cynisme décomplexé. Combien de temps encore résisterons-nous à l'offense, la violence et l'insupportable de ces injonctions politiques hiérarchiques et despotiques ?

Dans la continuité de la précédente, la direction actuelle du Snesup s'enlise dans une recherche de représentativité qui, devant la rigidité et le déni démocratique permanents, est perdue d'avance. Arrêtons de végéter dans l'immobilisme et devenons acteurs de notre citoyenneté sans compromissions en face d'un pouvoir condescendant et méprisant à l'égard des personnels, de la démocratie et de l'être humain.

Pour PSL, **aucun renoncement, aucune compromission** n'est envisageable dans ce contexte décadent. L'heure n'est plus à l'inquiétude ni aux lamentations. Face à la violence des coups portés à l'ESR, il est temps d'adopter un autre stratégie d'actions syndicales au Snesup.

Changement de cap dans la posture syndicale...

Face à nos valeurs bafouées, nos pratiques empêchées, nos libertés entravées nous devons faire la preuve d'une détermination inébranlable en adoptant **une posture ferme, offensive et radicale**.

Sous l'impulsion d'une **unité syndicale** à co-construire, durcissons et radicalisons nos actions contre les adeptes d'un ultra-libéralisme débridé. Apportons une lueur d'espoir à notre communauté universitaire dans laquelle nous sommes **mis en demeure de lutter !**

Tout en continuant à exiger **l'abrogation des lois cyniques** et la mise en place d'une autre orientation pour les universités, il nous faut changer de posture. L'inquiétude, la résignation, la pseudo négociation, l'amendement, etc. doivent laisser la place à d'autres moyens d'actions plus radicaux, plus percutants, plus visibles, **plus efficaces**. Face aux attaques répétées contre l'ESR, l'affrontement atteint son paroxysme. **L'heure d'une mobilisation générale dans les universités est venue ! Aucun autre choix ne s'offre à nous !**

Les conquêtes sociales s'obtiennent dans les luttes, pas dans des collaborations politiciennes et mandarinales sous le sceau de signatures inféodées hors de tout contrôle démocratique. **Nous refusons d'être les complices d'un pouvoir qui soliloque** loin de toutes réalités et ne supporte pas la moindre contradiction.

Pour sortir par le haut des traumatismes infligés par le mépris qui nous est systématiquement opposé, apprenons à encaisser les chocs induits par les velléités ultra-libérales de « nos décideurs » et cultivons un syndicalisme à la fois résilient et radical qui seul permettra d'enrayer la machine infernale dans laquelle nous sommes englués depuis plusieurs années. **Nous sommes engagés dans une dynamique de convergence de luttes**. Tout en défendant l'existant, cherchons à conquérir de nouveaux espaces de liberté . Ne lâchons rien !

Entrons en résilience, collectivement !

Notre courant de pensée regroupe les camarades attaché-e-s aux principes d'indépendance et aux luttes fondatrices d'un syndicalisme militant. Tous ceux qui refusent de se résigner sont les bienvenus. Ne soyons pas spectateurs du pillage de nos biens communs : la connaissance et l'esprit critique d'un humanisme universel.

Premiers signataires : M-F Carnus, B Deknuydt, G Hugot, K Lueken, F Grimal, F Heuser, C Fruchon, N Maumon, N Wallian, P Dupont, B Caruhel, N Carminatti, D Peytavi, Y Matheron
7449 signes deux encadrés